

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 28/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GONTERO GRANULATS

2 boulevard Edouard Herriot
BP 50030
13500 Martigues

Références : 2023-12-766
Code AIOT : 0006600707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement GONTERO GRANULATS implanté Les Euzières 30150 Saint-Geniès-de-Comolas. L'inspection a été annoncée le 27/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GONTERO GRANULATS
- Les Euzières 30150 Saint-Geniès-de-Comolas
- Code AIOT : 0006600707
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 août 1994, pour une durée de 30 ans. Elle produit des matériaux calcaires destinés principalement au marché local du BTP (béton prêt à l'emploi ou préfabriqué). La production maximale autorisée est de 800 kt. Le site accueille également une installation de traitement fixe et des installations de stockage et de transit de matériaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de surveillance des retombées poussières;
- Mise en œuvre des explosifs, plan de tirs, élaboration et validation ;
- Action régionale 2023, aire de ravitaillement et d'entretien ;
- Action nationale 2023, gestion des eaux, sécheresse, suivi des rejets dans le milieu extérieur ;
- Acceptation des inertes extérieurs ;
- Aire de ravitaillement et d'entretien.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bornage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Remblayage de carrière :	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Registres et plans des carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1 I	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1 II	Sans objet
8	PC1 Aire de transit	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, Enregistrement et Arrêté Ministériel du 30/06/1997 Déclaratif	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	PC2 Forage de prélèvement d'eau	Code minier, article L 411-1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Abatage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.4	Sans objet
6	Plan de surveillance des retombés de poussières – objectifs	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence:

- l'absence d'aire de ravitaillement et d'entretien adaptée et permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels;
- l'absence de complétude du plan d'exploitation;
- l'absence de justification relative à l'autorisation nécessaire pour accepter des inertes extérieurs, et de présentation des documents de suivis pour leur traçabilité et la démonstration de leur caractère inerte ;
- l'absence de justification administrative relative à des activités relevant de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées sur le périmètre de la carrière;
- l'absence de justification du bornage pour matérialiser le périmètre ICPE et inclure un atelier réservé à la maintenance;
- l'absence de justification relative aux déclarations nécessaires pour le forage qui approvisionne en eau la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un atelier de maintenance dénommé "atelier Citroën", directement en lien avec l'activité de la carrière. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'emprise de cet atelier dans le périmètre ICPE autorisé. Il appartient à l'exploitant de justifier l'emprise ICPE par un bornage adapté au niveau de cet atelier, et le cas échéant si son emprise était extérieure à ce périmètre, de transmettre à la préfecture un porté à connaissance pour l'inclure. La partie habitation mitoyenne à cet atelier doit être séparée physiquement par une clôture adaptée interdisant l'accès au périmètre ICPE, au sens des dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Abatage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.4
Thème(s) : Situation administrative, Abatage à l'explosif
Prescription contrôlée : 1.4. Abattage à l'explosif : Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées différents plans de tirs comprenant le chargement et leur adaptation suite à la « foration », et les mesures de vibrations enregistrées par les sismographes. L'inspection des installations classées n'a pas relevé de manquement à la lecture des documents présentés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Remblayage de carrière :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de carrière :

Prescription contrôlée :

12.3. Remblayage de carrière :

I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;

- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.

Constats :

La remise en état fait l'objet pour parties d'opérations de remblayage avec des inertes issus de l'exploitation et externes à la carrière.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'acte administratif qui autorise l'acceptation d'inertes extérieurs et les conditions d'acceptation de ces inertes.

En outre, il a été observé sur diverses zones de remblayage et stockages temporaires la présence de mélange bitumineux.

L'exploitant est tenu de justifier l'autorisation d'acceptation des inertes extérieurs, du suivi de ces inertes conformément aux dispositions de la prescription contrôlée, et selon les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 précisant que les terres excavées ne proviennent pas de sites contaminés et l'absence de goudron - amiante dans les mélanges bitumineux.

Pour ces derniers, il est rappelé qu'il s'agit d'un matériau recyclable, sous la forme de "fraisat" notamment.

Le registre d'acceptation doit être incrémenté dans le Registre National des Déchets, Terres et Sédiments (RNDTS).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Registres et plans des carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans des carrières à ciel ouvert
Prescription contrôlée : Registres et plans de carrières à ciel ouvert Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a présenté un plan d'exploitation actualisé. Il ne mentionne pas la bande des 50m. Il appartient à l'exploitant de faire reporter cette bande sur ce plan. Il pourra utilement faire reporter les aires de transit relevant de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées, afin de justifier de leurs emprises et superficies.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1 !
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : 18.1. Prévention des pollutions accidentelles : I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : La carrière dispose d'une cuve de GNR pour le ravitaillement des engins de chantiers et d'une cuve pour la récupération des huiles usagées. L'aire dite de ravitaillement ne dispose pas d'un caniveau sur sa périphérie pour intercepter le ruissellement du pluvial et d'un point bas pour la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. La zone qui abrite la cuve de récupération des huiles usagées dédiée à la maintenance ne dispose d'aucune aire étanche. Il a été constaté des traces importantes de déversement d'huiles en contact direct avec le terrain naturel au niveau de la capacité de rétention qui abrite la cuve et en divers points de la zone. Il appartient à l'exploitant de justifier d'aires de ravitaillement et d'entretien conforme à la

prescription contrôlée, comprenant la zone de récupération des huiles usagées. Dans le cadre des travaux pour remédier à ce manquement, il appartient à l'exploitant de faire réaliser des analyses des sols souillés et potentiellement souillés par les hydrocarbures et huiles, lesquels devront faire l'objet d'une réutilisation ou d'une élimination comme déchets suivant leurs caractérisations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Plan de surveillance des retombés de poussières – objectifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des retombés de poussières – objectifs

Prescription contrôlée :

19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan de surveillance poussières relatif à l'activité de la carrière en 2022. Il mentionne une valeur de 470 mg/m²/jour.

Bien qu'il respecte l'objectif de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour les jauges type b (cet objectif n'est prévu que pour ce type de jauge), cette valeur n'en demeure pas moins élevée. Des jauges type c (périphérie de l'emprise ICPE) sans objectif à atteindre présente des valeurs supérieures à 1000 sur 2 campagnes.

L'exploitant a fait état d'une réduction importante de sa consommation d'eau en 2023.

L'eau étant utilisée en parties pour l'abattage des poussières au niveau des pistes et des stocks, cette réduction ne doit pas se faire au détriment des enjeux sanitaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1 II

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

18.1. Prévention des pollutions accidentelles :

II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une cuve d'AdBlue à simple paroi en dehors d'une capacité de rétention.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la Fiche De Sécurité (FDS) pour ce produit.

Il lui appartient de transmettre cette fiche laquelle devra démontrer l'innocuité de ce produit pour l'environnement. En l'absence de cette justification, la cuve devra être disposée sur une capacité de rétention adaptée conformément aux dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : PC1 Aire de transit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013 Enregistrement et Arrêté Ministériel du 30/06/1997 Déclaratif

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Prescription contrôlée :

Arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 Station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques).

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté la présence dans l'emprise ICPE de la carrière, de plusieurs zones relevant de la rubrique 2517 des installations classées.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'acte administratif qui encadre cette activité.

Il lui appartient de justifier administrativement cette activité.

Elle est encadrée pour le régime enregistrement (superficie > à 10 000m²) par l'arrêté ministériel du 10/12/2013, et pour le régime déclaratif (superficie comprise entre 5 000 et 10 000m²) par l'arrêté ministériel du 30 juin 1997.

Tel que mentionné dans la fiche de constats n°4, l'emprise et la superficie de ces aires pourront être utilement reportées sur ce plan.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : PC2 Forage de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Code minier, article L 411-1

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation

Prescription contrôlée :

Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit déposer une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative

Constats :

Conformément aux dispositions de l'article L411-1 du code minier, tout ouvrage dont la profondeur dépasse 10m doit faire l'objet d'une déclaration, quel qu'en soit l'usage.

Ce forage qui dépasse la profondeur de 10m constitue la source d'approvisionnement en eau pour l'activité de la carrière.

Dans le cadre du suivi du volume prélevé présenté par le carrier, le seuil de 10 000m³ a été dépassé dans les années antérieures.

Cette consommation est encadrée par la nomenclature des prélèvements d'eau, rubrique 1.1.1.0 et suivantes.

Le lien ci-après précise les attendus de cette réglementation: <https://www.gard.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eaux-et-milieus-aquatiques/Reglementation/Police-de-l-eau2/Prelevements-d-eau>

Au regard du volume consommé, ce prélèvement relève à minima d'un régime déclaratif.

Selon l'exploitant, ces déclarations (ouvrage et prélèvement) ont probablement été effectuées, mais il n'a pas été en mesure de présenter les documents associés.

Il appartient à l'exploitant de produire à l'inspection des installations classées les récépissés des déclarations, à défaut il devra régulariser sa situation sans délai.

Type de suites proposées : Susceptible de suites



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le

Cellule Carrières

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° 2024-003 DREAL

en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement

mettant en demeure la société GRANULATS GONTERO concernant l'exploitation de la carrière située aux lieux-dits « Les Euzières », « Pesade » et « Plan du bonjour » sur le territoire des communes de St Geniès de Comolas et de Roquemaure

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment son article L.171-8;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 3 décembre 2020 nommant monsieur Frédéric LOISEAU, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Gard ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2023-11-06-00002 du 6 novembre 2023 donnant délégation de signature à monsieur Frédéric LOISEAU, secrétaire général de la préfecture du Gard ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral CM/94/77/CP du 4 août 1994 modifié autorisant l'exploitation de la carrière sur le territoire des communes de St Geniès de Comolas et de Roquemaure ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée le 6 décembre 2023 ;
- Vu** le rapport d'inspection du 28 décembre 2023 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé n° 2C180661900016 du 18 janvier 2024, distribué le jj janvier 2024 ;
- Vu** les observations formulées par courrier daté du... / l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant qu'il a été relevé des non-conformités lors de la visite du 6 décembre 2023 réalisée par l'inspection des installations classées au regard de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif à l'exploitation des carrières, notamment:

- que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier au niveau de l'aire de ravitaillement et d'entretien des engins de chantiers de la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels, et de la présence d'un caniveau en périphérie de cette aire, comprenant les dispositions prévues par l'article 18.1 I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié ;

- que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier sur l'emprise dédiée à la maintenance à proximité de la cuve de récupération des huiles usagées, d'une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels, comprenant les dispositions prévues par l'article 18.1 I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié ;

Considérant que ces manquements sont susceptibles de provoquer des pollutions de sols ou des eaux et conditionnent le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la société GRANULATS GONTERO, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de satisfaire aux prescriptions qui lui sont applicables ;

Le pétitionnaire informé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Mise en demeure

La SAS GRANULATS GONTERO dont le siège social est situé 2 boulevard Edouard Herriot BP 50030 13500 Martigues, **est mise en demeure de respecter sous un délai de 4 mois l'article 18.1 I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières en :**

- mettant en place un caniveau en périphérie de l'aire de ravitaillement et d'entretien et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ;
- créant une aire étanche indépendante ou reliée à l'aire déjà existante, au niveau de l'aire d'entretien qui abrite la cuve de récupération des huiles usagées, composée d'un caniveau en périphérie et d'un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

ARTICLE 2 : Sanctions

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu à l'article 1 du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes, soit par voie postale, soit via l'application information "Telerecours Citoyens" accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 4: Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5: Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,
le Maire de la commune de St Geniès de Comolas,
le Maire de la commune de Roquemaure
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet